

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 septembre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 18 septembre 2002, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente du Danemark
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration publiée le 12 septembre 2002 par la présidence de l'Union européenne au nom de l'Union européenne concernant la signature, le 6 septembre 2002, de l'Accord de Luanda entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda (voir annexe).

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente du Danemark
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Ellen Margrethe Løj



**Annexe à la lettre datée du 18 septembre 2002, adressée
au Secrétaire général par la Représentante permanente
du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration publiée le 12 septembre 2002 par la présidence
au nom de l'Union européenne concernant la signature,
le 6 septembre 2002, de l'Accord de Luanda
entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda**

Au nom de l'Union européenne, la présidence se félicite de la signature de l'Accord de Luanda sur le retrait des forces ougandaises de la République démocratique du Congo et sur la coopération et la normalisation des relations entre les deux pays.

Au nom de l'Union européenne, la présidence juge très encourageant le fait que les forces auraient presque terminé de se retirer de Gbadolite et de Beni et qu'un calendrier a été arrêté pour le retrait de Bunia. L'Union européenne espère que l'Accord de Luanda contribuera aux efforts de paix actuellement déployés dans la région.

Au nom de l'Union européenne, la présidence déplore que des combats, qui ont fait de nombreuses victimes parmi la population civile, se poursuivent dans la région de l'Ituri et elle reste préoccupée par l'insécurité qui règne dans cette région. La présidence rappelle que, tant qu'il y maintiendra des troupes, l'Ouganda a le devoir d'assurer la protection de la population et le respect des principes du droit international applicable en la matière.

Au nom de l'Union européenne, la présidence encourage toutes les parties congolaises à profiter de la dynamique politique imprimée par les accords bilatéraux de Pretoria et de Luanda pour reprendre le dialogue intercongolais en vue de parvenir à un accord complet sur la transition.

L'Union européenne assure une nouvelle fois toutes les parties qu'elle continue de soutenir le processus devant permettre d'instaurer la paix et la sécurité pour l'ensemble des pays et des populations de la région.

Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne, Chypre, Malte et la Turquie, pays également associés, ainsi que les pays de l'AELE, membres de l'Espace économique européen, se rallient à la présente déclaration.